

nienne, les deux directions ont caractérisé la lutte objective-ment anti-impérialiste et anticapitaliste des masses grecques, comme un putsch, dénué de tout caractère de classe et sans aucun contenu progressif, envers lequel la seule position juste était celle d'une attitude « également indépendante et hostile envers les deux fractions en lutte ».

Le résultat de toute cette orientation et appréciation anti-dialectique et sectaire, dont l'origine théorique se trouve en partie dans la confusion qui caractérise la position des deux organisations (malgré les nuances) sur la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme, se concrétise actuellement par le manque d'un programme précis qui corresponde à la situation particulière de la Grèce, capable de lier notre mouvement avec les masses, et de faciliter la maturation de leur conscience révolutionnaire.

Il ne s'agit pas de prêcher abstraitement et généralement le programme socialiste, la nécessité de la révolution prolétarienne et le caractère réactionnaire de la nature et de la politique du stalinisme, mais de les démontrer aux masses à travers leur propre expérience concrète. Pour cela, il est absolument nécessaire que notre mouvement en Grèce interprète intelligemment, dans les conditions concrètes du pays, le sens de notre programme transitoire de 1938.

Le S.E. est heureux de constater que la tendance minoritaire de la *Lutte ouvrière* ainsi que le Comité régional du Pirée montrent déjà une compréhension de cette nécessité.

Le S. E. approuve en général le programme défendu par la minorité de la « Lutte Ouvrière » dans son rapport pour le Congrès d'unification et en particulier sa position : 1° sur la question du gouvernement, par la mise en avant du mot d'ordre « l'E.A.M. au pouvoir » débarrassé de tout agent des partis bourgeois, en tant que coalition de partis ouvriers et paysans rompant toute collaboration avec la bourgeoisie et défendant un programme d'action démocratique et anticapitaliste, sous le contrôle et la protection des masses ouvrières et paysannes. Notre parti, tout en se gardant d'entrer dans un tel gouvernement et de prendre aucune responsabilité politique pour lui, sera prêt à lui accorder son aide révolutionnaire, s'il rompt effectivement avec la bourgeoisie et s'engage — en mobilisant les masses — dans une lutte anticapitaliste ; 2° sur la question de la monarchie et du plébiscite, par la mise en avant du mot d'ordre de la lutte pour l'abolition de la monarchie, et le vote au moment du plébiscite pour la République, tout en expliquant dans notre propagande que pour nous la République n'est pas la République bourgeoise, mais la République socialiste à laquelle les masses ne peuvent accéder sans le renversement révolutionnaire du capitalisme ; 3° sur les mots d'ordres démocratiques et transitoires concernant la garantie des libertés

démocratiques, le désarmement et la lutte contre les hordes réactionnaires et fascistes, les revendications économiques des masses ouvrières et petites bourgeoises de la ville et de la campagne.

Le S.E. considère, d'autre part, que le devoir de la section de la IV^e Internationale en Grèce est de lutter pour arracher à la bourgeoisie sa complète légalisation en tant qu'organisations et de prendre une part active aux prochaines élections, dans le cas où elles ne seront pas boycottées par l'E.A.M.

Notre section doit suivre avec une attention particulière la formation d'un Parti socialiste unifié en Grèce, organiser dès maintenant sa fraction dans son sein, et adopter envers lui une politique de Front unique, ainsi qu'avec l'organisation archio-marxiste dans tous les cas où cela serait nécessaire et possible. Notre parti doit inscrire dans son programme le mot d'ordre du droit du peuple grec à disposer de lui-même, dénoncer le caractère réactionnaire de l'occupation anglaise, réclamer le retrait des troupes britanniques, tout en combinant cette action avec la politique de fraternisation avec les soldats britanniques, et la propagande du mot d'ordre : de la Fédération socialiste balkanique et les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le S.E. considère que le plus grand danger qui pèse sur notre mouvement grec est celui du sectarisme, et qu'aucun progrès réel ne saurait être envisagé aussi longtemps que les partisans de la IV^e Internationale en Grèce ne tirent pas clairement et sincèrement les leçons de leur expérience, ne reconnaissent pas leur fautes, ne s'unifient et ne se soumettent à la discipline de l'Internationale, et n'adoptent un programme concret.

En tout cas l'Internationale ne pourrait reconnaître comme sa section officielle en Grèce que ceux qui sont prêts à se regrouper sur une base politique dans le sens précité, qui constitue l'interprétation concrète de notre programme transitoire dans les conditions grecques et qui se soumettent à la discipline internationale, tout en ayant bien entendu le droit de défendre, dans l'intérieur de l'organisation unifiée, leurs opinions différentes.

Nous gardons l'espoir ferme que vous accepterez ces conditions et que de votre Congrès d'unification, que vous préparerez dans ce sens, sortira une section unifiée, politiquement armée et disciplinée de la IV^e Internationale, capable d'inspirer confiance au prolétariat grec, et d'affronter avec succès les grandes batailles de classe qui l'attendent, ainsi que le prolétariat international.

20 janvier 1946.

Le S.E.

6) Extraits d'une lettre de GREGORIADES aux camarades grecs.

Qualifier l'E.A.M. comme un mouvement constituant un prolongement du front d'opération anglo-saxon à l'intérieur du pays est non seulement stérile, mais aussi objectivement contre-révolutionnaire. Il est indiscutable que l'impérialisme anglo-saxon exploite les mouvements de résistance dans les pays occupés par les forces de l'Axe. Il fut aidé en cela par les directions réformiste et stalinienne. Mais ces mouvements furent, avant tout, des mouvements des masses opprimées pour la défense de leurs conquêtes économiques et de leurs libertés. Ils furent la contribution de leurs luttes contre leurs propres capitalistes. Et la lutte contre le capitalisme ne se fait pas avec des formules philosophiques et des aphorismes d'ordre général. Elle se fait avec des grèves, des manifestations, des bagarres. Et quand les masses entrent dans la lutte et se battent avec leurs poings ou avec des armes, elles n'ont devant elles, ni les Loverdos, ni les Bodosakis, mais leurs forces armées : à l'époque de l'occupation allemande, la Gestapo, les SS et les royalistes avec leurs agents indigènes — aujourd'hui, les régiments de Scobie. Evidemment, l'occupation allemande a fait naître de grandes illusions patriotiques et les directions stalinienne et réformiste ont fait tout leur possible pour renforcer ces illusions : elles ont confondu le mouvement des masses opprimées avec le mouvement nationaliste de la bourgeoisie. Notre devoir était, non de tourner le dos aux masses et de rester « au-dessus du courant », mais d'entrer dans la lutte avec notre programme et nos mots d'ordre et d'essayer de lui donner un caractère de classe et internationaliste. « Contre le courant » ne signifie pas « au-dessus du courant ».

Qu'aurait dû être la politique des sections de la IV^e Internationale ? Reconnaître le mouvement des masses contre le capitalisme indigène et contre l'oppression étrangère comme un mouvement né spontanément dans les conditions créées par l'occupation. Dénoncer l'alliance des partis ouvriers avec les

organisations nationales bourgeoises de « résistance » ; dénoncer le caractère chauvin de la politique stalinienne et socialiste ; lui opposer un programme de lutte basé sur la lutte de classes et l'internationalisme ; au mot d'ordre : « Mort aux boches ! », opposer le mot d'ordre de la fraternisation avec les travailleurs allemands en uniforme.

Sur le plan pratique : *maintenir l'indépendance politique absolue du parti*. Faire entrer ses membres dans toutes les organisations de masses pour participer à la lutte et défendre la politique internationaliste partout où cela est possible. Organiser des formations de résistance ouvrières et paysannes partout où cela est aussi possible (syndicats illégaux, groupes de partisans, milices ouvrières) qui réaliseraient, dans la lutte, le front unique avec les autres organisations de masses dirigées par les socialistes et les staliens ; mettre sur pied un plan de travail en direction des soldats allemands, pour la fraternisation avec les travailleurs des pays occupés, pour une lutte commune contre l'impérialisme occupant et le capitalisme « vaincu ».

Par rapport à la guerre de 1914-1918, la seconde guerre mondiale présente deux « particularités » dont la méconnaissance ne pouvait que conduire au suicide politique. La première est que le national-socialisme, qui se trouva à la tête des forces de l'Axe, s'assigna comme tâche, non pas simplement d'écraser les impérialismes adverses, mais aussi de réorganiser l'Europe et l'univers d'après ses conceptions philosophiques, sociales et politiques. Il ne se limita pas à une occupation militaire, utilisant directement ou indirectement les éléments réactionnaires indigènes, il entreprit l'instauration du régime fasciste. Il imposa le système corporatif. Les organisations ouvrières furent totalement interdites. Les persécutions raciales prirent des proportions inouïes : les Juifs furent littéralement exterminés. Des millions d'ouvriers furent réduits à l'esclavage avec le